

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur les relations franco-roumaines et sur la situation des Français à l'étranger, à Bucarest le 4 février 2008.

Mes Chers Compatriotes,

Je suis particulièrement heureux de vous retrouver aujourd'hui si nombreux, en ce jour si important pour l'amitié franco-roumaine, même si je sais que cette amitié sera - très momentanément, heureusement ! - mise entre parenthèses à la fin de la semaine avec le premier tour de la Coupe Davis de tennis, Cher Ilie Nastase, qui opposera la France à la Roumanie, ici en Roumanie. Je tiens d'ailleurs à saluer Ilie Nastase, ancien vainqueur des Internationaux de France, et le remercier d'être présent parmi nous ce soir.

Mesdames et Messieurs,

J'ai voulu donner une nouvelle impulsion au partenariat entre la Roumanie et la France en signant un accord de partenariat stratégique avec la Roumanie, en m'entretenant avec le président de la République roumain et avec le Premier ministre. La Roumanie et la France ont des relations historiques anciennes. Le général de Gaulle, comme d'habitude, avait compris ici, il y a 40 ans, les enjeux. Je constate que cette amitié existe mais qu'il faut lui donner du concret. La Roumanie est le septième pays d'Europe par l'importance de sa population. La France en est le troisième partenaire commercial. Mais nous pouvons faire bien davantage. Bien davantage en matière d'énergie, je pense à Gaz de France et au nucléaire. Bien davantage en matière de transports, je pense à Alstom qui a une usine ici. Bien davantage en matière de coopération d'armement, je pense aux hélicoptères, je pense aux avions, je pense aux accords de défense. Dans un pays de 22 millions d'habitants, il y a beaucoup plus à faire et je suis venu avec cette ambition : aider nos trois mille expatriés qui vivent ici, et je sais parfaitement que votre communauté a augmenté de 60% sur les quatre dernières années.

Les Français de Roumanie possèdent les techniques, l'innovation, les savoir-faire du succès, atouts de taille pour la présence française en Roumanie. Je veux que l'on fasse plus et qu'on vous aide à faire davantage. Je souhaite d'ailleurs que quand il y a un appel d'offres qu'une entreprise française gagne, il ne soit pas annulé. Si c'est les autres, on peut s'y faire. Je salue d'ailleurs l'action de notre ambassadeur et je demande à notre ministre des Affaires européennes, M. Jean-Pierre Jouyet, d'être très vigilant pour aider les Français de Roumanie.

Mais vous n'êtes pas simplement des Français qui vivez en Roumanie, vous faites partie de ces 2 millions de français qui ont choisi de vivre l'aventure de la vie à l'étranger. Et j'imagine que, pour chacun d'entre vous, c'est beaucoup de joies mais également des problèmes.

Et je voudrais d'ailleurs, de ce point de vue, dire deux choses.

La première, c'est que j'ai toujours été choqué que lorsqu'un Français, vivant en France, choisit l'enseignement public, les études pour ses enfants soient gratuites. Il n'y a aucune raison qu'un Français qui vit à l'étranger doive payer des sommes souvent considérables lorsqu'il choisit l'enseignement public à l'étranger. Ce n'est pas la responsabilité d'une entreprise que d'assumer les frais de scolarité, nos entreprises ont d'ailleurs bien des difficultés pour être compétitives. C'est la raison pour laquelle on a décidé de rendre la scolarité gratuite en commençant par la terminale cette année. L'année prochaine, la première et ainsi de suite. Ecoutez, j'aurais pu commencer par la maternelle mais cela aurait été encore plus long ! Oui, je sais. à chaque fois on

commencer par la maternelle mais cela aurait été encore plus long ! Oui, je sais, à chaque fois on me le dit, mais il fallait commencer par un bout et j'ai considéré que le lycée était encore plus onéreux que l'école maternelle et que c'était plus juste de commencer par là. On peut me dire : "pourquoi n'avez-vous pas tout fait d'un coup ?", à ceux qui me disent cela, je dis : "il fallait s'adresser à mes prédécesseurs, pourquoi n'avaient-ils pas commencé du tout ?". Je ne critique personne, mais enfin... Donc, l'année prochaine, la première sera gratuite et on continuera ainsi. J'ajoute que je voudrais mettre un terme à une deuxième bizarrerie. Les Français qui vivent à l'étranger ne sont pas des citoyens de seconde zone. Et chaque Français doit avoir le droit de voter pour un parlementaire. Vous votez pour un sénateur, vous ne votez pas pour un député. Dans le cadre de la réforme de la Constitution que je proposerai, désormais, les Français de l'étranger auront un député qui les représentera selon des circonscriptions géographiques dont on débattrait ensemble. Mais désormais donc, les Français de l'étranger voteront pour des députés. Je voudrais vous dire une chose, ce n'est pas le lieu de parler politique, encore qu'un homme politique qui parle de politique, après tout, ce n'est pas affreux, bon.

Vous êtes des Français au contact du monde. N'hésitez pas à raconter à vos familles, à vos amis restés en métropole ce qui se passe dans le monde, que le monde travaille, que le monde ne nous attend pas. Et que, franchement, si aucun pays dans le monde n'a imité les 35 heures, cela doit vouloir dire quelque chose. Partout dans le monde, on investit dans la recherche, dans l'innovation, dans le travail. J'ai été élu pour moderniser notre pays, prendre des décisions qui n'avaient pas été prises depuis longtemps, faire que la France soit exemplaire, qu'elle connaisse le plein emploi, que le travail soit récompensé, que chacun puisse s'en sortir par ses propres mérites. J'ai dit d'ailleurs au Premier ministre roumain comme au président roumain, que je comprenais parfaitement que les Roms étaient pour eux un souci. Les Roms sont les bienvenus en France, mais ce n'est parce qu'on est Rom que l'on ne doit pas respecter la loi et ceux qui sont les bienvenus sont ceux qui respectent la loi. Ceux qui ne respectent pas la loi seront reconduits à l'extérieur de notre pays. Le laxisme en la matière n'amène qu'une seule chose : des problèmes ingérables comme on a vu dans d'autres pays d'Europe et qu'on n'a pas vu dans notre pays.

Mes Chers Amis, je veux moderniser la France, je veux la changer pour qu'on investisse dans l'éducation, dans la formation, dans l'avenir. Après tout, on a essayé dans le passé tout ce qui ne marchait pas, peut-être est-il le temps d'essayer ce qui marche chez les autres et ce qui va marcher chez nous. Libérer l'offre de travail, faire en sorte que les gens puissent choisir de travailler plus pour gagner davantage. Et c'est très important pour nous que ceux d'entre vous qui vivent au contact du monde, du XXI^e siècle, racontent à ceux de nos compatriotes qui sont restés en métropole, ce qui se passe. Si la France ne se modernise pas, si la France ne change pas, le monde n'attendra pas la France. Et la France a un rôle à jouer dans le monde. La France a vocation à l'universel, c'est cela qui est en cause.

J'ajoute pour ceux d'entre vous qui appartiennent à la fonction publique, comme ceux qui appartiennent à des entreprises, que je souhaite que celui qui a fait le choix de l'expatriation, retrouve une place dans son administration, dans son entreprise s'il veut faire le choix du retour en métropole. Ce n'est pas normal que ceux qui partent une fois soient "condamnés" à repartir. "Tu as été en Roumanie, eh bien l'Irak sera pour toi" ! Il n'y a pas forcément de logique. Il faut que nos administrations, comme nos entreprises bénéficient de l'expérience de ceux qui ont tenté l'aventure de l'expatriation. Car celui qui tente l'aventure de l'expatriation, s'il ne peut jamais rentrer dans son administration ou dans son entreprise, parce que les autres ont pris sa place et qu'ils ne sont pas décidés à lui faire une place, comment fera-t-il bénéficier son administration ou son entreprise de l'expérience de l'étranger ? Cela n'a pas de sens. Et je souhaite que, de ce point de vue, nos propres administrations montrent l'exemple.

Enfin, nous allons investir massivement dans les réseaux de l'Alliance française, dans les lycées français à l'étranger, dans la diffusion de la culture française, parce qu'on ne peut pas vouloir défendre la francophonie, le français, sans investir dans les établissements français à l'étranger. Mesdames et Messieurs, je sais bien que nous sommes déjà le 4 février. Bon, j'ai eu un week-end chargé ! Alors je sais bien que, théoriquement, on se souhaite la bonne année que pendant le

mois de janvier, mais nous sommes le 4 février, à Bucarest, pour un voyage de noces exceptionnel ! Permettez-moi de vous dire que je vous souhaite une année 2008 sur le plan professionnel et sur le plan personnel, la meilleure possible. Et que je suis très sensible au fait que vous soyez venus si nombreux à ma rencontre.

Je ne peux pas rester très longtemps parce que j'ai un programme extrêmement chargé qui m'attend. J'ai commencé ce matin par la Lorraine. Il faut dire que c'est à l'est, donc comme j'allais en Roumanie, mes conseillers m'ont dit : "c'est le chemin, il faut que tu t'arrêtes" ! Mais croyez-bien que, pour moi, voir le dynamisme de la communauté française à l'étranger, c'est une façon de puiser une énergie nouvelle. Et croyez-bien qu'ensemble, on va refaire de la France un pays à nul autre pareil.

Merci à tous.